

La voix de l'opposition de gauche

Le 11 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Nouvelles du bled (Inde)

Courriel reçu du consulat de France à Pondichéry.

Le calendrier des élections législatives nationales indiennes (pour élire au scrutin uninominal à un tour 543 des 545 députés nationaux (MPs) de la chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha – les 2 autres, représentant les « Anglo-Indians », étant nommés par le Président) prévoit sept phases (sept jours de scrutin) dans les 29 états indiens et les sept territoires de l'union, entre le 11 avril et le 19 mai.

La proclamation des résultats est attendue le 23 mai. Aucun décompte ni aucune annonce ne seront faits avant cette date.

LVOG - Où j'habite dans l'état du Tamil Nadu, à 7 kms du territoire de Pondichéry, 10 kms du centre ville, nous sommes à une semaine du scrutin et les affiches son rares, pratiquement aucune trace de campagne électorale, pour un peu on se demanderait s'il y a vraiment des élections, il faut dire que pour les travailleurs indiens elles ne présentent absolument aucun intérêt puisque depuis plus d'un demi-siècle les mêmes partis se relaient au pouvoir sans qu'il leur ait été concédé la moindre réforme sociale.

En dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, les travailleurs ne disposent d'aucun droit. L'immense majorité de la classe ouvrière est très hétérogène ou atomisée. Aussi longtemps que l'économie demeurera sous-développée, on devrait peut-être plutôt dire éclatée ou anarchique, ce qui se traduit par une réglementation du commerce quasi inexistante, l'adoption d'une législation sociale demeurera hypothétique, inapplicable ou inutile. Par exemple, un gouvernement pourrait adopter la semaine de travail de 5 jours que cette mesure ne serait pas appliquée puisque l'immense majorité des travailleurs ont le statut de journalier, y compris quand ils sont mensualisés, c'est-à-dire que leur salaire mensuel dépend du nombre de jours travaillés et varie d'un mois sur l'autre, et dans bien des entreprises si leur présence quotidienne est exigé, chaque mois ils restent des jours sans travailler et ces jours ne sont pas payés, il arrive même très souvent que lorsque les patrons n'ont pas de travail à leur donner, ils les renvoient chez eux et ils les recontactent quand ils ont obtenu des commandes, en fait tous les cas de figure sont possibles, ils sont taillables et corvéable à merci. C'est l'économie ubérisée ou néolibérale avant l'heure à laquelle ils sont soumis.

Dans un secteur d'activité aussi important que le bâtiment, ce sont réellement des journaliers, et ils restent parfois des semaines sans travailler, il en va de même dans les transports. Ils partagent le lot des ouvriers agricoles dont la précarité est absolue et n'a pas changé depuis un siècle. Ici n'importe qui peut se livrer à une activité commerciale sans être soumis à la moindre réglementation. Il faut qu'un bail ait été signé ou avoir pignon sur rue pour y être soumis, et encore, à condition de commercialiser des marchandises provenant d'entreprises soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas de tous les marchandises produites dans le cadre de l'économie informelle où la comptabilité n'existe pas, la corruption généralisée se chargeant de faire disparaître toute trace de mesures coercitives, de telle sorte que c'est l'anarchie qui prédomine. Dans ces conditions les très petites entreprises et les commerces ou échoppent pullulent. Pour contrôler l'ensemble de l'économie il faudrait embaucher des centaines de milliers de fonctionnaires, or l'heure est plutôt à en supprimer comme partout dans le monde.

L'ensemble de l'économie indienne est à l'image de la fiscalité, où plus des trois quart des Indiens ne paient pas d'impôts sur le revenu, soit parce qu'ils ne sont pas déclarés ou ils sont trop faibles. On retrouve la

même proportion chez ceux qui possèdent un deux-roues à moteurs, soit les huit ou neuf dixièmes des Indiens, qui roulent sans permis et environ la moitié sans assurance...

Une précision.

Il y a un truc très important que j'ai oublié de préciser aux lecteurs depuis peut-être le début des causeries.

Quand je m'exprime, c'est soit le simple travailleur en mettant de côté ma conscience politique, soit le militant conscient, si les deux discours se rejoignent, ils ne se déclament pas de la même manière, ils ne font pas appel à la même sensibilité, le simple travailleur peut s'épancher ou avoir des états d'âme comme chacun peut en avoir, par exemple Engels s'exclamant : A quoi bon ! Tandis que le militant fera preuve d'optimisme basé sur une lucidité rationnelle, au lieu d'une lucidité formelle que l'on retrouve à toutes les époques, qui conduit à s'adapter au capitalisme, puis à l'adopter, à l'opposé de la lucidité rationnelle qui conduit à rompre avec le capitalisme, à le rejeter. On le déclare hors la loi ou on le laisse faire sa loi.

Je ne veux être ni martyr, ni esclave : Je veux être libre. Un militant qui ne serait pas libre n'a rien à enseigner ou à dire aux travailleurs. Mais être libre, si c'est être conscient, cela ne se décrète pas, cela se mérite, cela s'acquiert à force d'études et de recherches, de persévérance et de détermination, de pratique. Ce n'est pas un idéal qu'on pourrait atteindre du jour au lendemain ou qui tomberait du ciel, et cela n'a rien à voir non plus avec un quelconque niveau intellectuel ou statut social comme chacun a eu l'occasion de le constater au cours de son existence. Etre conscient, c'est avoir adopté un mode de penser conforme à la dialectique ou aux lois générales du mouvement qui régissent la pensée des hommes et la société, et dont les faits et leur enchaînement constituent la matière première...

D'où l'importance déterminante d'avoir accès aux faits ou à l'information, qu'ils ne soient pas censurés. Je viens de brocarder un blog qui a décidé de rendre payant l'accès à certains articles. Ceux qui font aujourd'hui le commerce de l'information ne peuvent pas se réclamer de la vérité, puisqu'elle est incompatible avec toutes formes de marchandisation, je dirais même qu'elle en est la négation. Les données ou les idées dont on dispose ne nous appartiennent pas, dès lors de quel droit devrait-on nous les approprier pour en faire du commerce ? J'entends dans le domaine politique et de nos jours avec l'existence d'Internet.

Quand à notre époque des données ou des analyses sont destinées à un club restreint d'abonnés, c'est qu'on ne tient pas à ce qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, partant de là on ne peut pas prétendre oeuvrer à leur bien-être ou à je ne sais quelle cause supérieure qui manifestement ne correspond pas avec nos réelles intentions, on est quelque part en présence d'une entreprise malhonnête ou aux objectifs invouables.

On ne devrait pas payer pour accéder à des données ou des analyses, on devrait payer pour les partager avec le plus grand nombre, la démarche ou l'engagement politique ne sont pas du tout les mêmes ou ne correspondent pas au même niveau de conscience. Dit autrement, on ne devrait pas payer pour pouvoir lire un journal ou un article, on devrait payer pour qu'ils soient accessibles à tous ou que chacun puisse les lire, l'idéal étant qu'ils soient en accès libre, gratuit ou payant selon le support où ils se présentent, laissant à chacun en fonction de ses moyens ou de son niveau de conscience politique le choix d'y participer ou non financièrement.

En famille avec Macron et LREM. La déclaration infâme à côté de laquelle nous étions passés qui cautionne Macron et le régime.

LVOG - Alors que Macron, son gouvernement et LREM sont ultra minoritaires et illégitimes, rejetés par l'immense majorité des travailleurs, nulle part cette caractérisation n'apparaîtra dans la déclaration suivante.

- Déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe - par Collectif vendredi 22 mars 2019

Un nouveau seuil a été franchi dans la dérive autoritaire du gouvernement. Après l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, l'adoption du projet de loi « anti-manifestant-e-s » qui accroît les mesures

liberticides vis-à-vis des manifestant-e-s et des Gilets Jaunes, nous apprenons que l'exécutif souhaite mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour intervenir face aux mobilisations sociales.

Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée.

L'ONU a déjà mis en garde la France, pays de la déclaration des Droits de l'Homme, pour ses manquements à ses engagements pour les libertés fondamentales. Beaucoup connaissent l'aggravation de cette situation depuis longtemps, que ce soient les migrant-e-s, les quartiers populaires, qui ont été le champ d'expérimentation d'un maintien de l'ordre souvent en dehors des principes de l'État de droit. La situation prend cependant une gravité inédite. La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque.

Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de responsabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade. Pour cesser de nourrir la tension, l'État a le devoir d'en finir avec les provocations et le recours à un arsenal sécuritaire aussi exponentiel qu'inefficace, comme il le fait depuis des semaines vis-à-vis des gilets jaunes. Il est intolérable que des armes dangereuses, dont nous réclamons l'interdiction, aient tant blessé, estropié de manifestant-e-s. Le bilan est déjà tragique et historique. Le droit fondamental de manifester se trouve maintenant clairement menacé. Nous refusons cette menace, y compris dès le samedi 23 mars.

La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun, pour la lutte contre le mortifère réchauffement climatique.

Nous appelons toutes les forces vives progressistes du pays, attachées aux libertés publiques, à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée, pour le retrait de la loi anti manifestants, et l'annulation des mesures liberticides annoncées ce lundi 18 mars par le Premier ministre.

Nous prenons date en ce jour pour une nouvelle réunion plus large encore jeudi 28 mars afin d'y prendre ensemble des initiatives.

ANV-COP 21 ;
ATTAC ;
Comité Justice pour Adama ;
Coopérative Ecologie Sociale ;
Le DAL ;
EELV ;
Ensemble ;
Génération.s ;
L'Humanité ;
L'UNEF ;
L'Union Nationale Lycéenne ;
La Chapelle Debout ;
La France insoumise ;
La FSU ;
Le groupe parlementaire de la Gauche démocrate et Républicaine ; Le groupe parlementaire de la France Insoumise ;
Le Mouvement National Lycéen ;
Le Parti Communiste Français ;
Le Nouveau Parti Anticapitaliste ;
Le Parti communiste des ouvriers de France ;
Le Parti de Gauche ;
Le Parti Ouvrier indépendant ;
Le Parti Ouvrier indépendant démocratique ;
Le SNES ;

Le Syndicat de la Magistrature ;
Le Syndicat des avocats de France ;
Regards ;
Solidaires ;
Sud Postes 92 ;
Union Syndicale Solidaires ;

GMI - Ces pitoyables pacifistes se gardent bien de réclamer la fin de la répression policière et judiciaire, de revendiquer la dissolution des corps de répression et encore moins d'organiser l'autodéfense. Avec une telle opposition, le gouvernement, quoiqu'affaibli, peut matraquer et reprendre son offensive contre la classe ouvrière.

LVOG - "Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée", mais elle l'est, c'est l'Etat, le régime antidémocratique, les institutions de la Ve République qui ont déclaré la guerre au peuple exploité et opprimé, et voilà qu'ils s'en portent garants en voulant faire croire le contraire. Pourquoi ? Mais parce que les signataires de cet appel n'ont jamais eu l'intention de les affronter.

Et d'appeler l'ONU à la rescousse, quelle ignominie, autant en appeler à Trump !

Et de dénoncer "le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque", quelle malheur ! La collaboration de classes bien huilée à laquelle participent tous les signataires est mise à mal par la crise du capitalisme et du régime en place, quel aveu ! Au passage ou l'air de rien, il existerait une "issue positive aux crises de notre époque", donc conforme aux besoins des travailleurs qui serait compatible avec l'existence du régime, mieux, et il reviendrait à l'oligarchie au pouvoir de la mettre en oeuvre, incroyable !

Et d'appeler le gouvernement à "faire preuve de responsabilité", mais il ne fait que cela ! Ils le légitiment une fois de plus, bravo ! Et de rappeler l'Etat à son "devoir", comme quoi ils le partagent ou ils en sont bien complices ! Extraordinaire !

Pire encore, il faudrait voyez-vous que "les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun", autrement dit, ils s'en remettent à Macron et son gouvernement, à son à Parlement fantoche qui pourraient exprimer les "aspirations" des travailleurs, se portant garant de la volonté de ce régime antidémocratique de procurer "une vie digne" à chaque travailleur, pour les désarmer et les trahir on ne pouvait imaginer une meilleure formule, autant dire qu'ils s'en foutent totalement de leur sort ou ils combattent pour une autre cause que la leurs.

Le point de chute ne pouvait être partant de là qu'un hymne en l'honneur du régime affaibli qu'ils appellent à renforcer quand ils appellent à ce que : "la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée", avec de tels opposant, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

Voilà où en sont rendus le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, l'arrière garde du régime en place. Nous n'avons cessé d'affirmer et de démontrer qu'ils avaient lié leur sort à celui du régime, en voici une parfaite illustration. Qu'en pensez-vous ?

Qui a dit ?

-"Heureusement qu'on a le Sénat pour sortir toutes les affaires".

Réponse : Alors que la suppression du Sénat était l'une des revendications sur les ronds-points, Éric Drouet a affirmé mardi son soutien pour la chambre haute. Le HuffPost 9 avril 2019

LVOG - La nouvelle égérie de Mélenchon ! Vive le Sénat et la Ve République ! Et l'UE !

Les avocats du diable ou du capitalisme, des institutions de la Ve République !

Marion Mazauric (Au Diable Vauvert, éditeur de Juan Branco) : "Ce livre n'est pas anticapitaliste (...) Il est républicain". Ouf, encore un procapitaliste présenté comme un opposant de gauche radical, supercherie !

Le Figaro - ...la révolution qu'il appelle de ses vœux "ne passera pas par un coup d'État", ni par "une forme autoritaire", parce qu'ils doivent être réservés à la classe des capitalistes et interdits à la classe ouvrière, au moins on sait dans quel camp se situe cet aventurier, un de plus !

(Source : Crépuscule: succès fulgurant pour le livre de l'avocat Juan Branco - Le Figaro 09.04)

Les impostures font long feu.

LVOG - Leurs contradictions les minent ou les rongent, et le développement de la situation contribue à les rendre explosives...

- La présidente du Média, Aude Lancelin, dénonce un "putsch" et démissionne - Franceinfo 9 avril 2019

La journaliste, qui avait pris la direction du Média en juillet 2018, annonce son départ, mardi 9 avril, dans un communiqué publié sur Twitter. Alors qu'une assemblée générale doit élire, mardi soir, un nouveau bureau, Aude Lancelin accuse une "coalition" d'avoir préparé une "prise de contrôle extérieure" et préfère donc se retirer. "Cette coalition a pour but avoué, exposé devant témoins, de renverser l'actuelle direction", poursuit-elle.

"Le résultat est connu d'avance. Celui-ci a été imposé par une écrasante majorité de personnages n'appartenant pas à notre équipe et dont, à une exception près, aucun n'est journaliste", écrit-elle.

Sans citer aucun nom, elle évoque "un ou deux collaborateurs partis en mauvais terme, des militants politiques et des anciens associés de Sophia Chikirou (prédécesseure de Aude Lancelin, ndlr) qui avaient déjà conspiré au départ de cette dernière" ainsi qu'un journaliste qui "contestait (...) l'orientation à ses yeux 'pro-gilets jaunes'" du site d'informations.

Tout en se félicitant du "succès" de la saison 2 et des audiences "multipliées par dix pour certains programmes", Aude Lancelin affirme ne pas pouvoir travailler "sous la tutelle d'une coalition illégitime" et qui a agi "sans avoir consulté notre équipe." Franceinfo et Le HuffPost 9 avril 2019

Un aveu

- Les Français s'intéressent peu à l'Europe, et quand ils s'y intéressent, c'est bien souvent pour jeter sur l'Union Européenne... - Le HuffPost 10.04

LVOG - Vous aurez deviné la suite...

Ils osent tout.

- Nathalie Loiseau : «Je veux que l'Europe rime avec le mot social !» - Le Parisien 10.04

Vive la guerre !

- Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018 - LeFigaro.fr 9 avril 2019

Dans son rapport annuel publié ce mercredi, Amnesty International relève une diminution de 31% des exécutions à travers le monde. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années. LeFigaro.fr 9 avril 2019

LVOG - Alors, il n'est pas beau le monde que vous a réservé le capitalisme et l'oligarchie, hein, souriez !

- Entretien Trump-Mohammed ben Salman sur l'Iran, les droits de l'homme - Reuters 10 avril 2019

Le président américain Donald Trump s'est entretenu mardi par téléphone avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, pour évoquer l'Iran et "l'importance de la question des droits de l'homme", a déclaré la Maison blanche. Reuters 10 avril 2019

- Cisjordanie: Pompeo refuse de s'opposer à une éventuelle annexion israélienne des colonies - AFP 10 avril 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a refusé mardi de dire si les Etats-Unis s'opposeraient à une éventuelle annexion des colonies de Cisjordanie par Israël, promise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

- Israël: Netanyahu en route vers un cinquième mandat - AFP 10 avril 2019

Benjamin Netanyahu est sur la voie d'un cinquième mandat de Premier ministre israélien après le dépouillement de la presque totalité des votes aux législatives de mardi qui le montre nettement mieux placé pour former le prochain gouvernement.

Les projections établies par les médias à partir du comptage de 97% des bulletins créditent le parti de M. Netanyahu d'autant de sièges (35) que la liste Bleu-blanc (centre droit) de Benny Gantz. Mais elles anticipent autour de M. Netanyahu une majorité potentielle de droite de 65 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset.

Dans une telle configuration, il semble hautement improbable que le président Reuven Rivlin confie dans les prochains jours à un autre que M. Netanyahu la tâche de former une coalition de gouvernement.

Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés...

Au total, 67,9% des électeurs ont pris part au vote, contre 71,8% lors des précédentes élections législatives en 2015.

La gauche sort laminée. L'historique Parti travailliste est crédité de 6 sièges et l'une de ses dirigeantes, Shelly Yachimovich, s'est dite "sous le choc". AFP 10 avril 2019